

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 9–13 novembre 2009

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 9 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2009/9/2
13 octobre 2009
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – MYANMAR 200032

**Améliorer la sécurité alimentaire, l'état
nutritionnel et les moyens d'existence
des populations vulnérables**

Nombre de bénéficiaires	2 000 000
Durée du projet	36 mois (janvier 2010–décembre 2012)
Quantité de produits alimentaires fournis par le PAM	157 644 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	67 041 947
Coût total pour le PAM	121 784 737

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil
d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM
(<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur du Bureau régional de M. K. Oshidari tél.: 066513-3063
Bangkok (Asie):

Attachée de liaison: Mme S. Izzi tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).



RESUME

Le Myanmar compte 52 millions d'habitants, répartis en 135 groupes ethniques; le pays affiche un excédent vivrier et recèle un potentiel agricole important. Toutefois, sous l'effet de politiques économiques défavorables, de conditions météorologiques extrêmes, de problèmes de protection, du manque de cohésion sociale et de la marginalisation de certains groupes de population, les moyens d'existence se sont détériorés et l'accès aux vivres est devenu inadéquat. Une enquête menée récemment auprès des ménages dans l'ensemble du pays a révélé qu'un tiers de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté¹. À l'échelle nationale, la prévalence de l'insuffisance pondérale et du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans est de 32 pour cent².

L'intervention proposée a pour objet d'apporter une assistance alimentaire aux populations les plus vulnérables et en situation d'insécurité alimentaire. Elle repose sur des évaluations, le suivi des résultats, un examen à mi-parcours réalisé par le PAM de l'intervention prolongée de secours et de redressement 100663 et une mission de formulation.

Cette intervention est conçue pour répondre aux chocs et renforcer la résilience et les capacités d'adaptation des ménages vulnérables au moyen de l'assistance alimentaire. Ses objectifs sont les suivants:

- répondre aux besoins alimentaires immédiats des personnes fragilisées par des chocs (Objectif stratégique 1);
- appuyer et rétablir les moyens d'existence des populations en situation d'insécurité alimentaire les plus vulnérables lorsqu'elles sont touchées par des chocs (Objectif stratégique 3);
- relever le niveau d'éducation et maintenir ou améliorer l'état nutritionnel des femmes, des filles et des garçons ciblés (Objectif stratégique 4); et
- augmenter les achats de produits alimentaires auprès des petits exploitants et élargir leurs débouchés tout en renforçant les capacités du Gouvernement et des partenaires à lutter contre l'insécurité alimentaire (Objectif stratégique 5).

L'intervention va également dans le sens des objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2, 3, 4 et 7³.

Le PAM mettra en œuvre les activités directement ou à travers ses partenaires coopérants. Il poursuivra ses partenariats avec des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales en vue de compléter l'assistance alimentaire et d'optimiser les effets bénéfiques de ses activités.

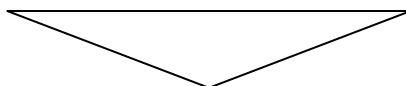
¹ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2007. Integrated Household Living Conditions (enquête intégrée sur les conditions de vie des ménages). New York.

² Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), 2009. La situation des enfants dans le monde. New York.

³ OMD 1 – Réduire l'extrême pauvreté et la faim; OMD 2 – Assurer l'éducation primaire pour tous; OMD 3 – Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; OMD 4 – Réduire la mortalité infantile; OMD 7 – Préserver l'environnement.

Le transfert des responsabilités relatives à l'assistance fournie par le PAM sera facilité par des stratégies adaptées à différents contextes. À mesure que la sécurité alimentaire s'améliorera dans les zones d'intervention, le PAM réduira progressivement son assistance. Le renforcement des capacités nationales reste un enjeu majeur pour la viabilité du transfert des activités appuyées par le PAM.

PROJET DE DECISION*



Le Conseil approuve l'intervention prolongée de secours et de redressement Myanmar 200032, "Améliorer la sécurité alimentaire, l'état nutritionnel et les moyens d'existence des populations vulnérables" (WFP/EB.2/2009/9/2).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



ANALYSE DE LA SITUATION ET SCENARIOS

Contexte

1. Le Myanmar est le plus grand pays d'Asie du Sud-Est. Sa superficie est de 676 578 km² et il compte 52 millions d'habitants, qui se répartissent entre 135 groupes ethniques; le pays est sujet aux cyclones, aux glissements de terrain, aux séismes et à la sécheresse. En mai 2008, le cyclone Nargis a frappé la région méridionale du delta, grenier du pays, provoquant des dégâts considérables et causant la mort de 140 000 personnes. Des inondations ont régulièrement lieu vers le milieu de la période de la mousson, de juin à août.
2. Malgré ses abondantes ressources naturelles et humaines, le Myanmar est moins développé que nombre de ses voisins: il se place au 135^e rang des 179 pays classés selon l'indicateur de développement humain du PNUD 2008/2009. Le revenu national brut par habitant est de 250 dollars É.-U. par an. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques, le Myanmar reçoit 2,88 dollars par habitant et par an d'aide publique au développement, hors opérations de secours et de redressement rapide menées après le cyclone Nargis, ce qui représente le plus bas montant d'aide parmi les 50 pays les plus pauvres.
3. Pays à excédent vivrier, le Myanmar est doté d'un important potentiel agricole. Toutefois, sous l'effet de politiques économiques défavorables, de conditions météorologiques extrêmes, de problèmes de protection, du manque de cohésion sociale et de la marginalisation de certains groupes de population les moyens d'existence se sont détériorés et l'accès aux vivres est devenu inadéquat. La mission d'évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires réalisée en 2009 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le PAM a estimé que 5 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire. Les populations considérées comme devant bénéficier en priorité d'une assistance alimentaire résident dans les États de Rakhine Nord, Chin, Kachin, Shan Nord, Shan Est et dans la division de Magway.
4. Les opérations humanitaires au Myanmar sont confrontées à diverses contraintes: restriction des déplacements, nécessité d'obtenir des permis pour transporter et déplacer des vivres et d'autres biens, et restrictions à l'importation de matériel.
5. Le taux national net de scolarisation dans le primaire est de 85 pour cent. Il n'est que de 80 pour cent pour les enfants issus de ménages pauvres, contre 87 pour cent pour les autres enfants. Les taux les plus bas sont enregistrés par l'État de Rakhine, qui accuse également le taux de malnutrition aiguë le plus élevé (67 pour cent), suivi de l'État de Shan (78 pour cent).
6. Le Myanmar se classe en 120^e position sur 163 selon l'indicateur sexospécifique du développement humain, qui analyse les inégalités entre hommes et femmes au plan de l'espérance de vie, du niveau d'instruction et du niveau de vie.
7. Le pays traverse actuellement une période de transition politique, des élections étant prévues en 2010; cette phase est cruciale pour l'avenir du pays. On ne s'attend pas à un changement radical de la situation politique, mais le niveau d'appui du Gouvernement devrait augmenter. Conformément à la stratégie des Nations Unies pour le Myanmar, le PAM met en place des partenariats avec les ministères.



Situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition

8. Le Myanmar produit suffisamment de riz pour satisfaire ses besoins de consommation et est en mesure d'en exporter des quantités considérables. Mais la production nette de riz n'est pas un indicateur précis de la sécurité alimentaire et de la nutrition au niveau des ménages: plus de 60 pour cent de leurs dépenses sont consacrées à l'achat de nourriture⁴, et de graves problèmes d'accès aux vivres, en particulier parmi les groupes vulnérables comme les paysans sans terre, les petits exploitants, les ménages dirigés par une femme et les ménages marginalisés ont été relevés.
9. La production vivrière souffre du manque d'accès des ménages ruraux à la terre, au crédit et aux intrants agricoles. L'insécurité alimentaire grave et chronique touche 382 000 personnes dans l'État de Rakhine, 213 000 dans celui de Chin, 212 000 dans celui de Kachin, 515 000 dans celui de Shan Nord, 277 000 dans celui de Shan Sud, 178 000 dans celui de Shan Est et 702 000 dans la division de Magway⁴.
10. À l'échelle nationale, la prévalence de l'insuffisance pondérale et du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans est de 32 pour cent⁴. Dans tous les états et les divisions du Myanmar la prévalence de l'insuffisance pondérale et du retard de croissance dépasse 20 pour cent¹. La malnutrition aiguë globale atteint un niveau inacceptable dans certaines zones, notamment dans l'État de Rakhine Nord. La mortalité infantile est estimée à 74 pour 1 000 naissances vivantes, le taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans est de 103 pour 1 000 naissances vivantes et la mortalité maternelle de 318 pour 100 000 naissances vivantes⁵. Cette situation est aggravée par des pratiques inadéquates d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants appartenant à des familles pauvres; seuls 15 pour cent des enfants sont nourris exclusivement au lait maternel.
11. La tuberculose est la première infection opportuniste chez les personnes séropositives, qui pour près de 70 pour cent contractent une tuberculose active⁶. La prévalence du VIH chez les adultes est estimée à 0,7 pour cent.

Scénarios

12. L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200032 vise à apporter des secours, à stabiliser la sécurité alimentaire et à répondre aux besoins de sécurité alimentaire apparus récemment, comme indiqué ci-après.

⇒ *Secours*

13. Dans l'État de Rakhine Nord, la situation humanitaire et économique continue de se dégrader. La plupart des habitants sont apatrides, et les droits d'utilisation des terres font l'objet de restrictions. L'insécurité alimentaire grave se traduit par une détérioration de la santé et de la nutrition. Le PAM continuera de considérer l'État de Rakhine Nord comme étant en situation d'une urgence et intensifiera ses interventions de secours.

⁴ Mission d'évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires FAO/PAM, 2009.

⁵ Enquête nationale 2004-2005 sur les causes spécifiques de mortalité maternelle effectuée par le Ministère de la santé.

⁶ Plan national de lutte contre le VIH et le sida, 2006-2010. Ministère de la santé.



⇒ *Stabilisation de la sécurité alimentaire*

- Dans l'État de Shan Nord, le programme gouvernemental d'éradication du pavot sur 15 ans n'a pas produit les améliorations attendues en termes de sécurité alimentaire des anciens cultivateurs de pavot. Les petits exploitants et les paysans marginalisés ont du mal à se nourrir et, malgré la base de ressources naturelles, la sécurité alimentaire des ménages reste aléatoire en raison des contraintes socioéconomiques. Le PAM intensifiera son assistance ciblée dans le Shan Nord au moyen de programmes d'éducation et de développement des moyens d'existence, et renforcera ses partenariats avec les autorités spéciales et les organisations qui ont montré qu'elles étaient capables de mener à bien des programmes d'intervention.
- L'isolement, les conditions météorologiques peu clémentes et les ressources naturelles insuffisantes continuent de compromettre la sécurité alimentaire des populations vulnérables des États de Chin et de Kachin et dans la division de Magway. Le PAM poursuivra son assistance alimentaire en se fondant sur des évaluations régulières de la situation alimentaire et nutritionnelle.

⇒ *Réponses aux besoins de sécurité alimentaire apparus récemment*

14. Après plusieurs années de conflit de faible intensité, l'on s'attend à des taux d'insécurité alimentaire élevés dans les États de Kayah et de Kayin. Ces États sont hors de portée de la communauté humanitaire, mais il pourrait devenir possible d'y accéder une fois scellée la réconciliation entre le Gouvernement et les groupes d'opposition. L'ouverture de ces zones devrait entraîner un afflux de rapatriés, pour lesquels des plans de secours seront élaborés à la lumière des évaluations.

POLITIQUES, CAPACITES ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET DES AUTRES INTERVENANTS

15. Le Myanmar fait l'objet de sanctions économiques depuis juillet 2003. Ces mesures comprennent une limitation de l'aide au développement: en 2005, dernière année pour laquelle des chiffres comparables sont disponibles, le Myanmar a reçu 3 dollars d'aide par personne, contre 38 dollars pour le Cambodge et 49 dollars pour la République démocratique populaire lao. Cette situation se greffe au faible niveau des services sociaux dans le pays.
16. Le Gouvernement a besoin de programmes des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales (ONG) collaborant avec les ministères et les services pertinents pour appuyer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). L'engagement des Nations Unies auprès du Gouvernement pour soutenir le développement socioéconomique, notamment par le renforcement des capacités institutionnelles dans les zones marginalisées et pauvres en ressources, contribue grandement à la réduction de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté. L'évolution politique et économique intervenue dans le contexte opérationnel devrait redéfinir le rôle des Nations Unies et des ONG dans le futur processus de développement.
17. La mission d'évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires réalisée par le PAM et la FAO en octobre 2008 était la première mission de ce type et a marqué une étape en direction d'un consensus sur la situation de la sécurité alimentaire. Elle a mis en évidence les pénuries alimentaires au niveau des ménages et le potentiel qu'offre la production vivrière pour remédier aux problèmes d'accès à la nourriture et de nutrition.



18. La FAO concourt à l'élaboration sous la conduite du Ministère de l'agriculture et de l'irrigation du cadre national des priorités à moyen terme 2010-2014 destiné à soutenir la sécurité alimentaire. La sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et le développement rural sont considérés comme des composantes essentielles. Les futures activités du PAM ainsi que celles du groupe de travail des ONG sur la sécurité alimentaire contribueront aussi à ce cadre.
19. Les Nations Unies appuient le Plan stratégique national du Myanmar 2006-2010 de lutte contre le VIH et le sida, qui vise à réduire la transmission du VIH, ainsi que la morbidité et la mortalité liées au virus et leurs répercussions sociales et économiques. Les organismes des Nations Unies utilisent leurs propres ressources pour gérer un tiers du fonds de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (*Three Diseases Fund*)⁷.

Coordination

20. Les activités liées à la sécurité alimentaire sont coordonnées par le biais de forums aux niveaux national et infranational. Le PAM et la FAO co-président le groupe de travail sur l'agriculture et la sécurité alimentaire; le PAM participe à des groupes techniques sur la nutrition et sur le VIH et le sida. À l'échelle infranationale, le PAM met à profit son importante présence sur le terrain pour piloter des groupes de travail dans l'État de Chin et dans les régions spéciales de Kokang et de Wa.
21. Le travail de coordination permettra de consolider et de mettre en œuvre la politique de sécurité alimentaire, de déterminer les possibilités d'assistance technique et d'aide complémentaire, et d'appuyer les efforts de sensibilisation aux questions relatives à la sécurité alimentaire et à la protection.

OBJECTIFS DE L'ASSISTANCE DU PAM

22. L'objectif global de l'IPSR 200032 est de répondre aux chocs et de renforcer la résilience et les capacités d'adaptation des ménages vulnérables au moyen de l'assistance alimentaire.
23. Les objectifs spécifiques de l'intervention sont les suivants:
- répondre aux besoins alimentaires immédiats des personnes fragilisées par des chocs (Objectif stratégique 1);
 - soutenir et rétablir les moyens d'existence des populations les plus vulnérables et en situation d'insécurité alimentaire affectées par des chocs (Objectif stratégique 3);
 - relever le niveau d'éducation et maintenir ou améliorer l'état nutritionnel des femmes, des filles et des garçons ciblés (Objectif stratégique 4); et
 - augmenter les achats de produits alimentaires auprès des petits exploitants et améliorer leurs débouchés, tout en renforçant les capacités du Gouvernement et des partenaires à lutter contre l'insécurité alimentaire (Objectif stratégique 5).

⁷ Lancé en 2007 par le Royaume-Uni, la Commission européenne, la Suède, les Pays-Bas, l'Australie et la Norvège; mis en œuvre par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA.



STRATEGIE D'INTERVENTION DU PAM

24. Le PAM a une grande expérience de la couverture des besoins d'aide alimentaire d'urgence et à long terme au Myanmar et élargira les activités de secours et de redressement de l'IPSR 100663.
25. Les activités du PAM au Myanmar, comprennent:
- l'aide au retour des réfugiés qui avaient fui le Rakhine Nord pour le Bangladesh entre 1994 et juillet 2001, aide qui a inclus des phases complémentaires couvrant la période juillet 2002 à décembre 2006;
 - l'opération d'urgence 103450, lancée en 2004 pour venir en aide aux ménages touchés par l'interdiction de la culture du pavot, qui a été intégrée à l'IPSR 100663 en 2006; les États de Chin et de Kachin ont été ajoutés aux zones d'intervention;
 - l'assistance apportée à 15 000 bénéficiaires pendant six mois en 2005 dans le cadre de l'opération d'urgence 104050 menée à la suite du tsunami qui a frappé la région de l'océan Indien; et
 - l'opération d'urgence 107490 dans les divisions d'Ayeyarwady et de Yangon et l'opération spéciale 107510, qui ont fourni en 2008 une assistance alimentaire d'urgence aux victimes du cyclone Nargis et un appui opérationnel et logistique à la communauté d'aide humanitaire.

Contexte opérationnel

26. Les parties prenantes interviennent au Myanmar dans un environnement soumis à diverses restrictions; l'accès à de nombreuses zones est limité. Toutefois, le PAM est le seul organisme autorisé à accéder aux zones frontalières sensibles et aux régions spéciales. Cette autorisation s'étend à ses partenaires coopérants: le PAM facilite les déplacements des partenaires et des donateurs et présente pour eux les demandes d'autorisation de circulation.

Efficacité

27. L'évaluation de l'IPSR conduite en octobre 2008 a conclu qu'en dépit des difficultés opérationnelles, le PAM mène des opérations efficaces et efficaces. Parmi les contraintes figurent le manque de cohérence dans la délivrance des permis de transport de vivres, des restrictions imposées sur les achats locaux et le financement aléatoire de la filière d'approvisionnement alimentaire.
28. Les évaluations ont montré que l'assistance alimentaire a sensiblement amélioré le taux de scolarisation et l'accès des femmes aux services sociaux. La composante secours a joué un rôle primordial dans la mise en place d'un filet de sécurité dans les zones d'insécurité alimentaire. Le nombre de patients atteints de tuberculose suivant jusqu'à son terme le traitement de brève durée sous surveillance directe (DOTS) a nettement augmenté grâce au soutien alimentaire. Une approche intégrée a été adoptée pour dispenser les services relevant de la santé et la nutrition maternelles et infantiles (SNMI). La culture du pavot n'est pas réapparue dans les zones ciblées, et les communautés ont bénéficié d'activités Vivres contre travail (VCT) qui offrent des possibilités de revenus saisonniers et génèrent des avoirs productifs.



Aperçu de la stratégie d'intervention

29. Les interventions du PAM reposeront sur les éléments suivants:

- Préserver et élargir l'accès. Le PAM élargira son domaine d'action et la couverture géographique en obtenant l'accès aux populations vulnérables dans toutes les régions du Myanmar.
- Renforcer la chaîne de production alimentaire. Le PAM s'attachera avec les autorités nationales, le secteur privé et les agriculteurs locaux à stimuler les marchés et à transférer directement aux producteurs les bénéfices de la capacité productive considérable du Myanmar.
- Améliorer la qualité, la quantité et la diversité des apports alimentaires. Le PAM s'emploiera à améliorer l'accès régulier à une alimentation équilibrée pour tous les membres du ménage.
- Établir des partenariats et renforcer les capacités nationales. Le PAM contribue à étoffer la capacité institutionnelle à soutenir la sécurité alimentaire des ménages, en mettant l'accent sur l'évaluation, le suivi et la cartographie de la vulnérabilité. en vue du transfert des responsabilités.

30. Ces approches permettront au PAM de contribuer à la réalisation des OMD 1, 2, 3, 4 et 7, et d'appuyer le Gouvernement et la population du Myanmar.

31. Le PAM continuera de répondre aux problèmes de protection par sa présence sur le terrain, l'assistance alimentaire, les actions de sensibilisation et l'échange d'informations. Le bureau de pays renforcera les capacités de son personnel et de ses partenaires coopérants dans le but d'intégrer les problèmes de protection à leur travail.

32. Les composantes proposées de l'IPSR sont comme suit.

⇒ Composante 1: Secours

33. Le PAM distribuera des rations familiales aux populations ciblées pendant les six mois par an correspondant à la période maigre. Dans l'État de Rakhine Nord, les secours se sont avérés essentiels pour répondre aux besoins des plus vulnérables; le PAM continuera de se concentrer sur les personnes particulièrement exposées à l'insécurité alimentaire, notamment les femmes, les enfants, les personnes âgées, les orphelins et les personnes handicapées, en tenant compte des restrictions sociales et économiques qui influent sur les conditions de vie, la sécurité alimentaire, les moyens d'existence et la nutrition de la population.

34. Les secours alimentaires seront fournis aux victimes de catastrophes naturelles de petite ou moyenne ampleur pendant 30 jours en moyenne, en fonction des besoins évalués.

⇒ Composante 2: Aide aux personnes vivant avec le VIH et aux patients atteints de tuberculose

35. Les activités nutritionnelles incluront: i) des conseils et un appui pour améliorer la consommation d'aliments; ii) la fourniture de vivres destinés aux personnes vivant avec le VIH/sida sous traitement antirétroviral et aux patients atteints de tuberculose sous traitement DOTS pour assurer l'observance thérapeutique; et iii) un soutien aux mécanismes de survie des communautés par des suppléments alimentaires destinés aux ménages touchés par le VIH/sida. Le PAM et ses partenaires encourageront les hommes et les garçons à participer aux activités concernant le VIH: prévention, atténuation des effets de la maladie, traitements et soins.



⇒ *Composante 3: Santé et nutrition maternelles et infantiles*

36. Cette composante sera axée sur la prévention de la malnutrition chez les enfants de 6 à 35 mois ainsi que chez les femmes enceintes et les mères allaitantes au moyen d'une supplémentation alimentaire généralisée. Dans deux municipalités de l'État de Rakhine Nord présentant de manière persistante des niveaux de malnutrition élevés, tous les enfants de 6 à 59 mois bénéficieront de la supplémentation alimentaire généralisée jusqu'à ce que les taux de malnutrition aiguë globale soient ramenés à moins de 10 pour cent, comme le recommandait l'examen à mi-parcours.
37. En collaboration avec l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et des partenaires gouvernementaux, un ensemble d'interventions complémentaires sera proposé, comprenant les éléments suivants: i) promotion de l'allaitement maternel; ii) vaccination; iii) supplémentation en micronutriments; iv) déparasitage; et v) éducation nutritionnelle et suivi de la croissance.

⇒ *Composante 4: Appui à l'éducation de base et au développement des jeunes enfants*

38. Pour augmenter les taux de scolarisation et de fréquentation et pour réduire les disparités entre les sexes, le PAM fournira des rations mensuelles aux familles qui envoient leurs enfants dans les écoles primaires des zones en situation d'insécurité alimentaire. Ces rations contribueront à la mise en place d'un filet de sécurité communautaire. Les enseignants assidus recevront aussi des rations, afin de compenser leurs faibles salaires et remédier à leurs médiocres résultats dus à des barrières socioculturelles. Le PAM et l'UNICEF continueront de plaider en faveur de solutions durables destinées à améliorer les conditions de travail des enseignants.
39. Le PAM fournira des repas aux enfants de 3 à 5 ans dans les centres de développement des jeunes enfants. L'UNICEF et les partenaires coopérants compléteront cette assistance par des formations, des fournitures scolaires et du matériel d'information destinés aux familles.

⇒ *Composante 5: Programme intégré d'appui aux moyens d'existence*

40. Le PAM utilisera les formules Vivres contre travail (VCT), Espèces contre travail (ECT) et Vivres pour la formation (VPF) pour appuyer les activités intégrées relatives aux moyens d'existence à l'intention des personnes en situation d'insécurité alimentaire. Ces activités reposeront sur les propositions émanant des communautés et les plans techniques établis par des partenaires (étangs, ponts, écoles, mise en valeur des terres et formation). Les partenaires coopérants compléteront l'assistance alimentaire du PAM en apportant leurs compétences techniques et en fournissant des articles non alimentaires. Si possible, des programmes de transferts en espèces serviront à optimiser l'impact de l'assistance.

⇒ *Composante 6: Appui aux achats auprès des petits exploitants et renforcement des capacités du Gouvernement et des partenaires*

41. Les programmes d'appui aux petits exploitants stimuleront la production au moyen d'achats directs et d'un soutien à la commercialisation et à la transformation locale des produits alimentaires. Des aliments composés enrichis seront produits dans la division de Yangon afin de réduire le coût des achats, du stockage et du transport, et d'assurer que les bénéficiaires reçoivent des produits adaptés à leurs besoins.



42. L'une des priorités de l'IPSR 200032 est d'améliorer à l'échelle nationale les capacités institutionnelles et les ressources humaines, notamment en matière de préparation et d'intervention en cas de catastrophe, de formation des enseignants, de cartographie de la vulnérabilité, d'évaluation, de ciblage, de gestion et de suivi des produits alimentaires.

STRATEGIE DE TRANSFERT DES RESPONSABILITES

43. Des stratégies adaptées aux contextes locaux faciliteront le transfert des activités et le retrait progressif du PAM. À mesure que la situation de la sécurité alimentaire s'améliorera dans les zones d'intervention, le PAM réduira progressivement son assistance. Au travers d'un processus consultatif reposant sur des évaluations de la nutrition et de la sécurité alimentaire, le PAM cherchera, en collaboration avec les bénéficiaires, les autorités locales et les partenaires, à déterminer les communautés qui n'ont plus besoin d'aide alimentaire. Le renforcement des capacités nationales est essentiel à la viabilité du transfert des activités appuyées par le PAM.

BENEFICIAIRES ET CIBLAGE

44. L'IPSR 200032 ciblera 2 millions de bénéficiaires, dont 52 pour cent sont des femmes. Le PAM prévoit d'atteindre les groupes les plus vulnérables vivant dans les zones marginalisées des États de Rakhine Nord, Shan, Kachin et Chin et de la division de Magway. Il est aussi prévu d'appuyer des populations pauvres vivant dans l'insécurité à Kayah et Kayin lorsque l'accès sera possible.
45. Le PAM et ses partenaires recenseront les besoins alimentaires des populations cibles. Le ciblage géographique sera réalisé en fonction des résultats des évaluations de la sécurité alimentaire.
46. Pour les secours, les critères de sélection privilégieront les personnes en situation d'insécurité alimentaire extrême, sans revenus et fortement endettées. Dans l'État de Rakhine Nord, l'assistance alimentaire aidera les groupes les plus vulnérables à améliorer leur sécurité alimentaire en comblant le déficit vivrier des six mois correspondant à la saison maigre. Les secours alimentaires permettront de soulager immédiatement les victimes de crises de petite ou moyenne ampleur, pendant une période initiale de trois mois.
47. Les activités VCT et VPF viseront les zones vulnérables sujettes à l'insécurité alimentaire dans lesquelles des activités de développement des moyens de subsistance peuvent être mise en œuvre. Elles s'adresseront notamment aux femmes et aux adolescentes.
48. Les activités de santé et de nutrition maternelles et infantiles seront destinées aux femmes enceintes et aux mères allaitantes ainsi qu'aux enfants de moins de 5 ans de l'État de Rakhine Nord, et aux femmes enceintes et mères allaitantes et aux enfants de moins de 3 ans de la division de Magway et de l'État de Shan.
49. Des rations à emporter seront distribuées aux familles qui envoient leurs enfants à l'école, afin de leur assurer un filet de sécurité et de favoriser la scolarisation et l'assiduité des élèves. En 2010, 239 604 enfants de 1 866 écoles primaires de zones touchées par l'insécurité alimentaire recevront des rations mensuelles à emporter, calculées pour une famille moyenne de cinq personnes. Le PAM poursuivra le programme de développement des jeunes enfants en fournissant aux enfants de 3 à 5 ans des repas nutritifs.



50. L'appui aux personnes vivant avec le VIH et aux patients atteints de tuberculose sera ciblé sur les bénéficiaires des programmes de traitement mis en place par les partenaires coopérants. Pour les personnes séropositives, les critères d'admission seront fondés sur l'indice de masse corporelle et l'état de santé. Pour les patients atteints de tuberculose, l'aide s'adressera aux personnes sous traitement DOTS et sera arrêtée au terme du traitement. Le nombre de bénéficiaires repose sur les niveaux actuels d'aide fournie; l'objectif vise une observance du traitement de 85 pour cent.
51. Des projets ECT seront mis en place dans les zones des États de Chin, Kachin et Shan, où les marchés fonctionnent et où des produits alimentaires sont disponibles. Les activités seront décidées en fonction des évaluations des besoins, des marchés et des capacités réalisées pour confirmer la faisabilité des interventions reposant sur des transferts monétaires.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PRÉVUS			
Intervention du PAM	Hommes	Femmes	Total
Secours*	63 500	66 900	130 400
VCT	183 189	198 454	381 643
ECT	16 203	16 204	32 407
VPF	7 600	11 400	19 000
SNMI	5 960	9 570	15 530
Appui aux personnes vivant avec le VIH	10 468	10 832	21 300
Appui aux patients atteints de tuberculose	4 732	4 368	9 100
Vivres pour l'éducation (VPE)	631 960	684 640	1 316 600
Enseignants bénéficiant de l'aide du PAM	1 475	1 475	2 950
Développement des jeunes enfants	33 250	36 020	69 270
TOTAL	958 337	1 039 863	1 998 200

* Inclut 45 000 bénéficiaires assistés dans le cadre de secours immédiats.

CONSIDÉRATIONS NUTRITIONNELLES ET RATIONS

52. L'assortiment alimentaire est élaboré de façon à assurer un apport quotidien de 2 100 kilocalories par personne. Les préférences des bénéficiaires ont été prises en compte dans la sélection des denrées. Du sel iodé et de l'huile enrichie en vitamine A ont été inclus pour compenser les carences en micronutriments.
53. Des aliments composés enrichis produits localement assureront l'apport en micronutriments pour le programme de santé et de nutrition maternelles et infantiles. Les femmes enceintes et les mères allaitantes recevront une ration à emporter et des micronutriments en poudre. Des aliments composés enrichis seront distribués aux personnes vivant avec le VIH et aux patients atteints de tuberculose, en plus de la ration familiale.



TABLEAU 2: ASSORTIMENT ALIMENTAIRE ET RATIONS

Activité	Durée	Riz (g/jour)	Légumes secs (g/jour)	Huile (g/jour)	Aliments composés enrichis (g/jour)	Sucre (g/jour)	Sel (g/jour)	Kcal	Protéines en g (% de l'apport énergétique)	Lipides en % de l'apport énergétique
Secours (intervention prolongée)	6 mois	450	60	35	0	0	5	2 148	43,1 g (8,3 %)	17,1 %
Secours** (intervention d'urgence)	3 mois	333								
VCT [†]	90 jours	600								
ECT [†]	90 jours	***								
VPF [†]	45 jours	600								
SNMI: femmes enceintes et mères allaitantes	12 mois	175	60	20			5	1 008	24,3 g (9,6 %)	19,3 %
SNMI: enfants de 6 à 35 mois; de 6 à 59 mois dans l'État de Rakhine Nord	12 mois			25	200	20	5	1 101	36 g (13,1 %)	30,2 %
Appui aux personnes vivant avec le VIH et patients atteints de tuberculose [†]	12 mois	400	60	33	50	0	5	2 153	48,6 g (9 %)	17,5 %
VPE [†]	7 mois	333								
Enseignants bénéficiant de l'aide du PAM	9 mois	500								
Développement des jeunes enfants	12 mois	100	35	10	0	0	5	576	13,8 g (9,6 %)	9,7 %

[†] Rations familiales.

** 8 pour cent des secours réservés à l'intervention d'urgence immédiate.

*** Salaire journalier en espèces de 2 000 kyat (1,80 dollar).

TABLEAU 3: BESOINS ALIMENTAIRES, PAR TYPE D'ACTIVITÉ (tonnes)							
Activité	Riz	Légumes secs	Huile	Sel	Aliments composés enrichis	Sucre	Total
Secours	24 984	2 765	1 536	230	-	-	27 515
VCT	49 416	-	-	-	-	-	49 416
VPF	1 500	-	-	-	-	-	1 500
SNMI	457	156	314	65	2 092	209	3 292
Appui aux personnes vivant avec le VIH et aux patients atteints de tuberculose	10 660	1 599	888	133	666	-	13 946
VPE	59 206	-	-	-	-	-	59 206
Enseignants bénéficiant de l'aide du PAM	1 200						1 200
Développement des jeunes enfants	1 031	361	103	71			1 566
TOTAL	146 454	4 881	2 841	499	2 758	209	157 642

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

54. Le PAM mettra en œuvre ses programmes par l'intermédiaire de partenaires coopérants, ou directement en cas de présence limitée ou d'absence de tels partenaires.
55. Le PAM intégrera la problématique hommes-femmes dans toutes les composantes, afin de faire en sorte que les femmes participent aux activités et que leurs besoins soient pris en compte, notamment dans l'État de Rakhine Nord, où les activités d'assistance alimentaire peuvent renforcer le statut des femmes au sein des communautés. Les femmes seront encouragées à jouer des rôles de premier plan dans les comités de gestion des vivres.
56. Depuis 2007, le PAM intègre les questions de protection dans toutes les opérations et regroupe les activités dans une stratégie de protection plus large. Les préoccupations des populations cibles sur ce sujet sont discutées au cours des visites sur le terrain, et des plans d'action sont élaborés pour leur apporter une réponse.
57. Le PAM renforcera ses activités d'atténuation des effets environnementaux néfastes de la culture itinérante par des campagnes de sensibilisation, et appuiera la création d'avoires productifs agricoles, notamment à travers la mise en valeur des terres et l'aménagement de terrasses.
58. Des activités ECT pilotes seront entreprises dans les zones où des produits alimentaires sont disponibles et où les marchés fonctionnent. Les éléments détaillés des interventions seront évalués sur la base de directives et les plans seront élaborés en fonction des résultats. Les enseignements tirés de l'expérience des activités appuyées par des transferts monétaires dans l'État de Chin seront utilisés pour optimiser l'efficacité de l'assistance.
59. L'unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) poursuivra son travail de détection de l'insécurité alimentaire et de ses causes. Elle communiquera ses informations aux partenaires afin de renforcer la pertinence des interventions humanitaires.



60. Les programmes du PAM sont mis en œuvre en concertation avec les partenaires gouvernementaux, qui facilitent les opérations en obtenant les permis de transport et les licences d'importation et en autorisant l'accès aux zones d'intervention.
61. Le PAM dispose de sept bureaux auxiliaires et de deux antennes locales au Myanmar. Ces bureaux mettent en œuvre les activités du PAM, appuient les opérations des partenaires coopérants et assurent la liaison avec les autorités locales. Deux antennes locales seront ouvertes dans les États de Kayin et de Kayah, sous réserve que le Gouvernement en donne l'autorisation.
62. Le PAM poursuivra ses partenariats avec des organismes des Nations Unies et des ONG pour compléter l'assistance alimentaire et optimiser les avantages procurés par ses activités. L'équipe de pays des Nations Unies procède à l'élaboration d'un cadre de coopération destiné à servir de base aux programmes conjoints.
63. Le PAM collabore avec 18 ONG internationales⁸ et 7 ONG locales⁹. Ses partenaires mettent en œuvre des activités et en assurent le suivi; ils apportent aussi une assistance technique et des articles non alimentaires dans le cadre d'activités du PAM¹⁰. Le PAM continuera à rechercher des partenaires pour des activités dont il assure directement l'exécution en ce moment. De nombreux partenaires dépendent du PAM pour accéder aux zones ciblées.
64. Riz, légumes secs et sucre seront achetés localement dans les zones excédentaires et transportés dans les zones d'intervention. Yangon est le port d'entrée de produits alimentaires importés. Le PAM dispose d'une capacité de stockage de 20 000 tonnes dans des entrepôts répartis sur l'ensemble du pays et fait appel à des entreprises privées pour transporter les vivres. Le PAM lancera la production locale d'aliments composés enrichis pour assurer la livraison rapide d'aliments nutritifs aux bénéficiaires.
65. Le Gouvernement facilitera les importations de produits alimentaires et l'exonération de taxes sur ces importations et sur les achats locaux du PAM. Il veillera également à l'établissement de permis d'importation pour les véhicules et le matériel de télécommunication.
66. Le PAM sera responsable du transport des vivres et des articles non alimentaires aux entrepôts des partenaires et aux sites de ses propres interventions; le transport sera suivi par le Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits (COMPAS). Les vivres seront acheminés jusqu'aux points de distribution finale par les partenaires ou par des moyens locaux, organisés par les comités de gestion des vivres.

SUIVI DES RESULTATS

67. Le système de suivi repose sur les données primaires recueillies par le PAM et ses partenaires chargés du suivi pendant et après la distribution. Les indicateurs de performance, y compris les indicateurs d'effets directs, seront mesurés au moyen

⁸ ACF, ADRA, AMDA, AHRN, AMI, AVSI, Bridge Asia Japan, CARE, GRET, Malteser, MDM, MSF-Hollande, MSF-Suisse, Progetto Contenti, OISCA, TdH, WHH et World Vision (voir l'appellation complète sur la liste des sigles).

⁹ CAD, KMSS, Metta Foundation, Société de la Croix-Rouge du Myanmar, NAG, REAM et Shalom Foundation (voir l'appellation complète sur la liste des sigles).

¹⁰ Intervention prolongée, VCT/VPF, programme de lutte contre le VIH et la tuberculose, VPE et activités de nutrition.



d'enquêtes et d'un suivi régulier. Les informations collectées et les rapports sont envoyés au bureau de pays, où ils sont compilés et analysés chaque trimestre.

68. Le suivi répondra aux exigences de la gestion axée sur les résultats; les outils utilisés seront adaptés au nouveau cadre du PAM axé sur les résultats. La base de données de suivi et d'évaluation sera améliorée pour faciliter le stockage, l'extraction, l'analyse et la communication des données.
69. La sécurité alimentaire des ménages sera suivie au moyen d'évaluations périodiques conduites en coopération avec le PNUD, l'UNICEF, la FAO, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Gouvernement et des ONG.
70. Les questions de protection seront analysées à partir des effets directs qualitatifs mis en évidence durant les ateliers sur la protection, du retour d'information sur les plans d'action, des rapports mensuels de suivi, de l'analyse des listes de référence de suivi-évaluation et des évaluations ACV.
71. Une évaluation externe réalisée en 2011 guidera les futures décisions de programmation.

ÉVALUATION DES RISQUES ET PLANIFICATION DES INTERVENTIONS D'URGENCE

Évaluation des risques

72. Le bureau de pays a procédé à un exercice de gestion des risques et répertorié des risques externes et internes susceptibles d'avoir une incidence sur la mise en œuvre. Des mesures ont ensuite été élaborées pour en minimiser l'impact.
73. La plupart des risques relevés sont externes et résultent des restrictions pesant sur les opérations du bureau de pays: i) accès limité à certaines zones; ii) restrictions sur les achats locaux; iii) retards dans l'obtention des permis de transport; et iv) restrictions imposées par le Gouvernement sur le matériel d'intervention.

Planification des mesures d'urgence

74. Le Myanmar est sujet aux catastrophes naturelles. Des troubles civils pourraient également se produire pendant le processus de démocratisation. Pour renforcer les capacités de préparation et d'intervention en cas de catastrophes d'origine naturelle ou humaine, l'équipe de pays du Comité permanent interorganisations a élaboré un plan d'intervention en cas d'urgence, dans le cadre duquel le PAM appuiera la sécurité alimentaire, la logistique et les technologies de l'information et des communications.
75. Ce plan comprend des mesures préventives et envisage deux scénarios, selon le nombre de personnes à assister: i) 50 000 à 200 000 personnes; et ii) plus de 200 000. On a présumé que le Gouvernement et les organisations partenaires peuvent prendre en charge jusqu'à 50 000 personnes. Le plan d'intervention en cas d'urgence du PAM repose sur le plan du Comité permanent interorganisations évoqué ci-dessus.

CONSIDERATIONS RELATIVES A LA SECURITE

76. Le Myanmar est classé en phase I du plan de sécurité des Nations Unies. Le niveau de criminalité est faible, mais a augmenté en 2008. Les répercussions pour le personnel des Nations Unies sont considérées comme peu importantes, et le rapport d'évaluation des risques en matière de sécurité pour 2009 n'indique pas de menaces majeures dans ce domaine.
77. L'ensemble du personnel du PAM a suivi une formation à la sécurité; les nouvelles recrues assistent à une réunion d'information animée par un conseiller des Nations Unies pour la sécurité. Le Gouvernement n'a pas encore accordé de licences radio très haute fréquence et haute fréquence aux organismes des Nations Unies, de sorte que les normes minimales de sécurité opérationnelle ne sont pas pleinement respectées.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'INTERVENTION			
	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne (dollars)	Valeur (dollars)
COÛTS			
Coûts opérationnels directs			
Produits alimentaires ¹			
– Riz	146 454	400	58 581 698
– Légumes secs	4 881	675	3 294 886
– Huile végétale	2 841	900	2 556 986
– Sel	499	100	49 931
– Aliments composés	2 758	515	1 420 574
– Sucre	209	420	87 871
Total des produits alimentaires	157 642		67 041 947
Transport externe			318 356
Total, transport terrestre, entreposage et manutention			17 133 076
Autres coûts opérationnels directs			8 107 933
A. Total coûts opérationnels directs			92 601 312
B. Coûts d'appui directs² (voir annexe I-B)			21 216 199
C. Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent)³			7 967 226
COÛT TOTAL POUR LE PAM			121 784 737

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. Le contenu peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.



ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECT (dollars)	
Dépenses de personnel	
Administrateurs recrutés sur le plan international	6 021 660
Administrateurs recrutés sur le plan national	693 936
Personnel des services généraux recruté sur le plan national	2 312 532
Personnel temporaire	6 769 296
Heures supplémentaires	268 428
Voyages officiels du personnel	1 386 561
Total partiel	17 452 413
Dépenses de bureau et autres coûts récurrents	
Location des locaux	621 647
Charges (électricité, etc.)	173 698
Fournitures de bureau	71 255
Services de télécommunication	505 877
Assurances	97 463
Réparation et entretien du matériel	32 816
Entretien et frais d'exploitation des véhicules	1 266 791
Autres dépenses de bureau	106 414
Prestations aux organisations des Nations Unies	93 758
Total partiel	2 969 719
Matériel et autres dépenses fixes	
Mobilier, outils et matériel	117 197
Véhicules	244 800
Matériel de télécommunication	432 070
Total partiel	794 067
TOTAL COÛTS D'APPUI DIRECTS	21 216 199

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Chaîne des résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
Objectif stratégique 1: Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence		
Effet direct 1.1 Amélioration, pendant la période couverte par l'assistance du PAM, de la consommation alimentaire des ménages victimes de crises, au moyen de distributions ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score de consommation alimentaire des ménages 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Restrictions imposées par le Gouvernement sur les achats locaux et les mouvements de produits alimentaires ➤ Restriction par le Gouvernement de l'accès aux zones du projet ➤ Environnement politique extérieur
<i>Produit 1.1</i> Distribution en quantités suffisantes de vivres, d'espèces et d'articles non alimentaires de qualité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de ménages recevant des secours alimentaires par rapport au nombre prévu ➤ Quantité de secours alimentaires distribués par rapport à la quantité prévue 	
Objectif stratégique 3: Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition		
Effet direct 3.1 Consommation alimentaire adéquate des ménages ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score de consommation alimentaire supérieur au seuil pour 80 % des ménages cibles 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Restriction des mouvements de produits alimentaires retardant la délivrance des permis de transport ➤ Restriction par le Gouvernement de l'accès aux zones du projet
Effet direct 3.2 Amélioration de l'accès des communautés ciblées aux avoirs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score des communautés en termes d'avoirs: augmentation des avoirs productifs pour 80 % des communautés cibles 	
<i>Produit 3.1</i> Distribution en quantités suffisantes de vivres, d'espèces et d'articles non alimentaires de qualité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de ménages recevant des secours alimentaires par rapport au nombre prévu ➤ Nombre de bénéficiaires recevant des espèces par rapport au nombre prévu ➤ Quantité de secours alimentaires distribués par rapport à la quantité prévue ➤ Nombre d'hommes et de femmes recevant des vivres et des articles non alimentaires dans le cadre d'activités VCT par rapport au nombre prévu ➤ Quantité de vivres distribués dans le cadre d'activités VCT par rapport à la quantité prévue 	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Chaîne des résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
<p><i>Produit 3.2</i></p> <p>Renforcement et restauration des avoirs de subsistance par les communautés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 300 structures de conservation des eaux construites/rénovées ➤ 350 km de canaux d'irrigation construits/rénovés ➤ 3 000 km de routes d'accès remises en état ➤ 1 800 hectares de terres agricoles valorisées ➤ Nombre de femmes et d'hommes formés dans les domaines relatifs à l'appui aux moyens de subsistance par rapport au nombre prévu 	
Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition		
<p>Effet direct 4.1</p> <p>Accroissement des capacités locales de production d'aliments enrichis</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Production de 50 % des aliments composés enrichis nécessaires 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Restriction des mouvements de produits alimentaires retardant la délivrance des permis de transport ➤ Restriction par le Gouvernement de l'accès aux zones du projet ➤ Restriction des mouvements du groupe cible, avec incidence sur le système de soins de santé et le système d'orientation ➤ Présence de partenaires fournissant des traitements DOTS et/ou des traitements antirétroviraux dans les zones du projet ➤ Refus du Gouvernement d'autoriser la mesure de l'anémie ➤ Manque de données de référence pour les comparaisons ➤ Restrictions relatives à la conduite des études d'impact
<p>Effet direct 4.2</p> <p>Amélioration de l'accès à l'éducation et du développement du capital humain dans les écoles bénéficiant de l'assistance du PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Augmentation annuelle de 5 % du nombre de filles et de garçons scolarisés ➤ Taux de fréquentation de 90 % ➤ Ratio garçons/filles scolarisés 	
<p>Effet direct 4.3</p> <p>Amélioration de l'état nutritionnel des femmes, filles et garçons ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réduction de 5 % de la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (rapport taille/âge en pourcentage) ➤ Réduction de 6 % de la prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans (rapport poids/âge en pourcentage) ➤ Réduction de 10 % de la prévalence de l'anémie ferriprive chez les bénéficiaires ciblés 	
<p>Effet direct 4.4</p> <p>Amélioration de la réussite du traitement de la tuberculose chez les bénéficiaires ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 85 % de réussite du traitement DOTS chez les patients atteints de tuberculose 	
<p>Effet direct 4.5</p> <p>Augmentation du taux de survie des adultes et des enfants séropositifs après 6 et 12 mois de traitement antirétroviral</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 90 % des adultes et des enfants en bonne santé après avoir été placés sous traitement antirétroviral 	

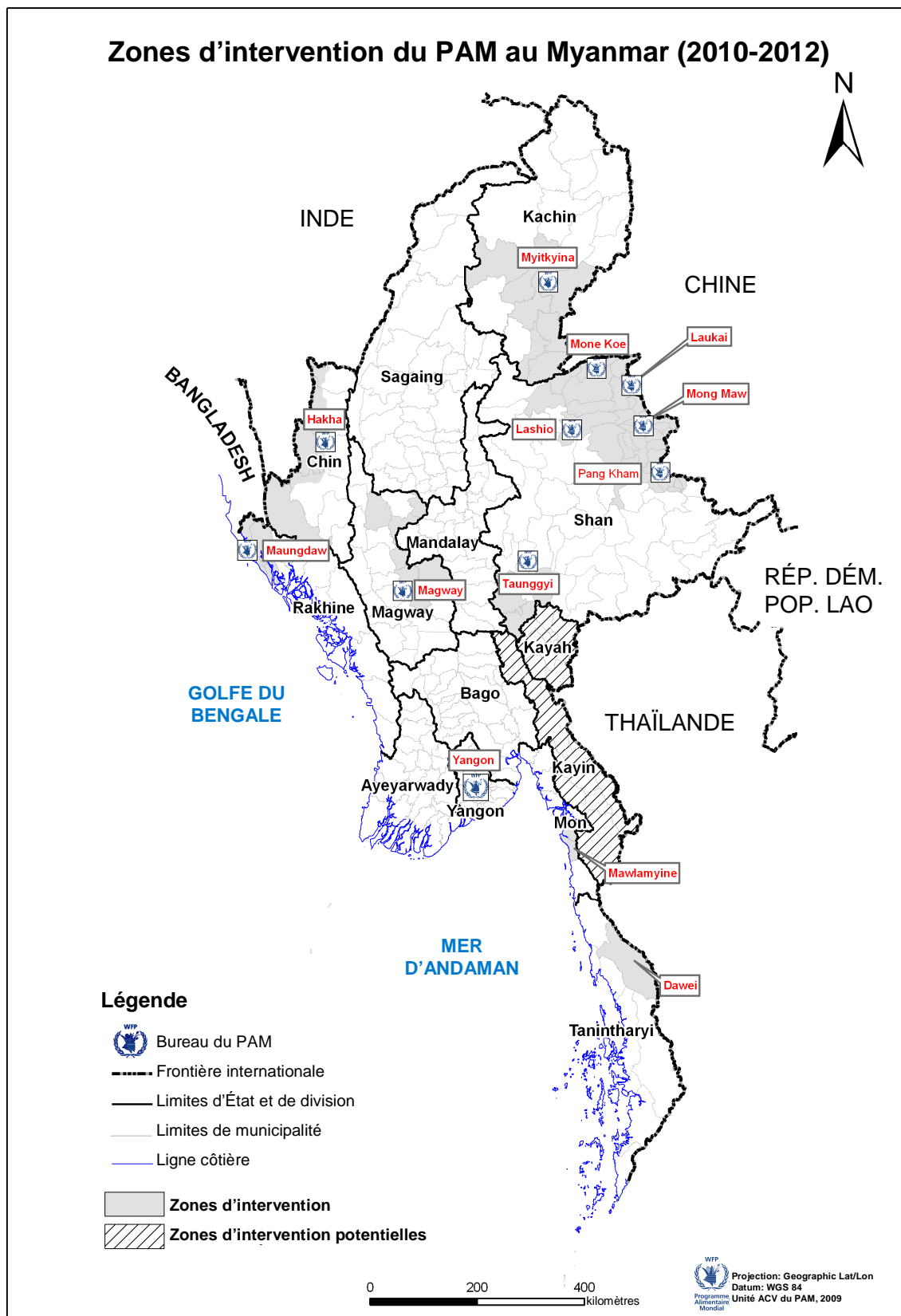


ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Chaîne des résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
<p><i>Produit 4.1</i></p> <p>Distribution en quantités suffisantes de vivres et d'articles non alimentaires de qualité aux bénéficiaires ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité d'aliments composés enrichis produits localement ➤ Quantité d'aliments composés enrichis distribués par rapport à la quantité prévue ➤ Nombre de filles et de garçons recevant des aliments composés enrichis par rapport au nombre prévu ➤ 1 866 écoles ciblées ➤ 45 centres de développement des jeunes enfants ciblés ➤ Nombre d'enfants de moins de 5 ans et de femmes enceintes et mères allaitantes recevant des vivres par rapport au nombre prévu ➤ Nombre de patients atteints de tuberculose et de patients séropositifs recevant une assistance par rapport au nombre prévu 	
<p>Objectif stratégique 5: Renforcer les capacités des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux</p>		
<p>Effet direct 5.1</p> <p>Augmentation des débouchés à l'échelle nationale, au moyen d'achats locaux du PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité de produits alimentaires achetés localement par rapport à la quantité distribuée 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Restrictions imposées par le Gouvernement sur les achats locaux et les mouvements de produits alimentaires
<p>Effet direct 5.2</p> <p>Types de capacités renforcées, par secteur</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de personnes formées par rapport au nombre prévu 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Environnement politique extérieur ➤ Disposition des donateurs à poursuivre le financement
<p><i>Produit 5.1</i></p> <p>Vivres achetés localement</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité de vivres achetés localement, par type 	
<p><i>Produit 5.2</i></p> <p>Renforcement des capacités et sensibilisation au moyen des formations organisées par le PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de personnes formées à l'évaluation des besoins, au ciblage, à la gestion des vivres, à l'analyse des marchés et à la gestion de l'information, ventilé par sexe et par catégorie (PAM, Gouvernement et personnel des partenaires) 	



ANNEXE III



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACF	Action contre la faim
ACV	analyse et cartographie de la vulnérabilité
ADRA	Agence adventiste de secours et de développement
AHRN	Asia Harm-Reduction Network
AMDA	Association of Medical Doctors of Asia
AMI	Aide médicale internationale
AVSI	Associazione Volontari per il Servizio Internazionale
CAD	Rangoon-based Country Agency for Rural Development in Myanmar
CARE	Cooperative for Assistance and Relief Everywhere
COMPAS	Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits
DOTS	traitement de brève durée sous surveillance directe
ECT	Espèces contre travail
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GRET	Groupe de recherche et d'échanges technologiques
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
KMSS	Karuna Myanmar Social Services
MDM	Médecins du monde
MSF	Médecins sans frontières
NAG	Network Agencies Group
OISCA	Organization for Industrial Spiritual and Cultural Advancement
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
ONG	organisation non gouvernementale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
REAM	Renewable Energy Association of Myanmar
SNMI	santé et nutrition maternelles et infantiles
TdH	Terre des hommes
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres contre travail
VPE	Vivres pour l'éducation
VPF	Vivres pour la formation
WHH	Welthungerhilfe